

Donald Trump en Israël

■ Le président américain, qui a entamé, dimanche, sa première tournée à l'étranger sera reçu aujourd'hui en visite officielle par l'État hébreu. Fragilisé sur la scène internationale par une suite de scandales et sous la menace d'une procédure d'impeachment, Donald Trump promet de faire avancer le dialogue israélo-palestinien. Celui qui se définit comme un « faiseur de deals » pourrait encore nous surprendre, estime le chercheur Ran Halévi. Pour le politologue Denis Charbit, la société israélienne est partagée sur le nouveau président américain. Elle ne sait qu'attendre d'un allié aussi imprévisible.

Le faiseur de « deals » américain dans l'Orient compliqué

Le président des États-Unis entame son premier voyage officiel à l'étranger, ébranlé par une tempête que lui-même a déclenchée. En limogeant brutalement le directeur du FBI, accusé – il fallait l'inventer – d'avoir porté préjudice à la candidature présidentielle de... Hillary Clinton, il n'a sans doute pas mesuré l'énormité, et la potentialité explosive, de son acte : une tentative d'interrompre l'enquête fédérale sur une possible collusion de ses collaborateurs avec les Russes pendant la campagne électorale. Peu après, avec ce goût impudent de la vantardise, il confiait à une délégation russe l'existence – notifiée par les renseignements israéliens – d'une source installée au cœur de l'appareil terroriste de l'État islamique, qui aurait révélé les projets d'attentats aériens au moyen d'explosifs indétectables.

On ignore les suites, politiques et peut-être judiciaires, que ces affaires peuvent entraîner. Mais les remous à Washington et la consternation à Jérusalem ne devraient pas trop gêner la visite du président américain en Terre sainte. Les officiels israéliens ont reçu la consigne impérieuse d'éviter tout commentaire qui pourrait heurter la susceptibilité irascible de leur hôte. Au Mur des lamentations, à Massada, puis à Bethléem, M. Trump peut s'attendre à un accueil sans doute plus amène qu'il ne l'aurait escompté à Paris, à Londres ou à Berlin.

Et il ne risque pas davantage d'être importuné par des réflexions sur ses promesses tonitruantes pendant la campagne présidentielle, qui excitaient l'enthousiasme de la droite dure israélienne. La solution des deux États, qu'il a renvoyée aux poubeles

de l'histoire, retrouve toute sa pertinence. Le projet de transférer l'ambassade américaine à Jérusalem est entré d'un commun accord : l'État hébreu sait le prix exorbitant d'une telle décision, en termes de protestations internationales, d'agitations palestiniennes et d'isolement diplomatique. L'abrogation de l'accord sur le nucléaire iranien n'est pas davantage à l'ordre du jour ; Américains et Israéliens savent que son maintien serait beaucoup moins onéreux que son abandon.

Donald Trump pourrait ne pas achever son mandat. Mais il n'est pas exclu que cet homme versatile et imprévisible préside à une percée historique dans le tragique conflit israélo-palestinien

Donald Trump saura trouver les mots et les gestes pour accommoder ses hôtes. Mais son voyage vise beaucoup plus loin que de bonnes paroles : la relance du dialogue israélo-palestinien. Et ce n'est pas seulement le goût du « deal » qui l'anime en l'occurrence mais des considérations d'ordre stratégique. L'entourage présidentiel estime en effet que ce conflit bienôt centenaire constitue un obstacle à la consolidation des intérêts économiques, diplomatiques et sécuritaires des États-Unis dans le monde arabe. La résolution de ce conflit, ou du moins sa décléation, aiderait à réduire l'État islamique comme menace globale et régionale.

Et puis les temps s'y prêtent. Le président palestinien, encouragé par la Maison-Blanche, se dit ouvert à des concessions qu'il a refusées hier. Les États du Golfe, conduits par l'Arabie saoudite, viennent d'adopter un document qui prévoit, en cas d'un gel partiel de la colonisation en Cisjordanie (il n'est même pas question de retrait) et

d'un desserrement du blocus de la bande de Gaza, une normalisation partielle des relations avec l'État hébreu : installation des lignes de communication, ouverture des espaces aériens, libération des échanges commerciaux...

Visiblement, l'Administration Trump est déterminée à agir. Elle sait qu'un accord définitif n'est pas à portée de main, même si tous les protagonistes en connaissent les grandes lignes depuis longtemps. Mais elle entend, à défaut, créer les conditions qui permettent de tirer le processus de paix d'une impasse devenue explosive.

Apparemment, M. Trump ne souhaite imposer aucune feuille de route, mais il attend des deux protagonistes des propositions, des gestes d'ouverture et, surtout, la manifestation tangible d'une volonté d'aboutir. Seulement, le problème est que ce beau défi s'adresse à deux dirigeants politiques également faibles.

Le président palestinien, très impopulaire, ne s'est guère montré disposé jusqu'ici à assumer le prix d'un accord de paix. Il s'accroche toujours au « droit de retour » en Israël même de tout Palestinien qui le souhaite. Il n'avait le courage, ni peut-être la volonté, d'accepter aucun des plans de paix qui lui étaient présentés, le tout dernier par John Kerry en 2014, qui prévoyait pourtant et le retrait israélien aux lignes de 1967, avec quelques aménagements, et un partage de souveraineté sur Jérusalem.

M. Nétanyahou, lui, n'a jamais exposé le dessein d'un possible règlement du conflit israélo-palestinien. Contraint par Barack Obama, il a reconnu la solution des deux États tout en œuvrant à la rendre impossible. Otage de la droite maximaliste et des colons, son unique

socle électoral, il n'a cessé de ruser avec la réalité, en se cabrant dans un immobilisme acrimonieux qui lui tient lieu de politique. Il a résisté vaillamment aux pressions de M. Obama, en mobilisant au besoin les républicains du Congrès, toujours prompts à l'obliger. Les règles alors étaient simples : le président américain fixait des lignes rouges sur la politique israélienne dans les Territoires, sans réagir, ou peu s'en faut, quand elles étaient violées.

Donald Trump n'est pas du genre à tolérer de telles transgressions. Son imprévisibilité, sa brutalité, son impatience avec toute forme de contestation exposent le premier ministre israélien à ce que celui-ci redoute le plus : l'incertitude. Déjà on annonce qu'au cours de ce voyage, M. Trump s'apprête à reconnaître « les aspirations palestiniennes à l'autodétermination ». Et si M. Nétanyahou s'avisait à le contrarier, il est peu probable que les républicains viennent cette fois à son secours.

L'initiative de paix américaine a abasourdi la droite israélienne, hier euphorique par l'élection de M. Trump, et passablement alarmé M. Nétanyahou. Et pour cause. S'il l'accepte ne serait-ce que le gel des implantations en Cisjordanie, le premier ministre israélien risque de faire voler en éclats sa coalition. Mais il n'aura pas d'excuses à ne pas s'y engager, puisque l'opposition lui donnerait une majorité suffisante pour voter ces concessions. Il lui faudra se résoudre à ce qu'il aime le moins : prendre des risques.

Donald Trump pourrait ne pas achever son mandat. Mais il n'est pas exclu que cet homme versatile et imprévisible préside à une percée historique dans le tragique conflit israélo-palestinien, à l'heure même où sa présidence vacille. * Directeur de recherche au CNRS, professeur au Centre de recherches politiques Raymond-Aron.



RAN HALÉVI POUR « LE FIGARO »

Pour le chercheur, malgré les scandales récents, le président américain pourrait relancer par sa visite le dialogue israélo-palestinien et bousculer Nétanyahou.

Le Messie ne réglera pas le conflit à notre place

On sait l'importance capitale que joue le messianisme dans le judaïsme. La figure du Messie n'est autre que l'incarnation universellement partagée de l'espoir. Mais là où il pouvait être émouvant et consolateur sur les rives de Babylone ou devant les ruines du Temple détruit par les Romains de concevoir un délégué de la Providence qui, à la fin des temps, viendrait apporter la rédemption aux opprimés et aux exilés, on est en droit de se montrer méfiant et sceptique lorsque les détenteurs du pouvoir offrent un tel expédient en guise de politique. La politique a souvent sécularisé cette attente sous la forme généreuse de la pensée utopique ; elle a également exploité cette attente en dispensant des promesses qui n'ont guère été tenues. Ces réflexions me sont inspirées par l'agitation qui règne dans la classe politique israélienne à la veille de la visite de Donald Trump en Israël.

C'est dans les rangs de la droite israélienne nationaliste et cléricale que la tentation messianique semble avoir fait des ravages : la victoire inattendue du candidat républicain a été perçue dans ces milieux qui mêlent sans complexe politique et religion comme une « divine surprise ». Trump s'était engagé durant sa campagne à transférer l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem ; fraîchement élu, il a désigné comme nouvel ambassadeur un ardent défenseur de la colonisation israélienne en

Cisjordanie puis a déclaré qu'il n'était pas tenu par la solution de deux États et admettrait aussi bien un État unique de la Méditerranée au Jourdain. C'était bien assez pour que la droite israélienne ne désigne comme l'homme providentiel rompant

avec le leitmotiv de l'occupation, de la colonisation et du droit international. La droite s'exalte, la droite exulte. Avidé de se débarrasser de l'héritage Obama, Trump tolérerait sinon encouragerait l'édification de nouvelles implantations tant elles ne sont guère à ses yeux des colonies, mais des « settlements », un remake de la nouvelle frontière américaine, non la répétition de l'Algérie de papa.

Or voilà que depuis la visite à la Maison-Blanche, le mois dernier, de Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, la roue tourne. Alors qu'on s'attendait à Jérusalem à un fiasco, les deux leaders se sont bien entendus. Les Palestiniens étaient ravis de compter leur leader parmi les invités de Trump moins de cent jours après son entrée en fonction. Abbas aurait présenté, sinon un plan, du moins les cartes d'un futur accord. Depuis, les rumeurs mènent la danse, et le ballet des communiqués et des démentis n'aient pas près de s'arrêter : l'ambassade sera-t-elle au final transférée à Jérusalem ? Trump aurait-il mis au point un plan de paix conforme au cadre international fixé par les Nations unies ? Va-t-il exiger comme tous ses prédécesseurs de ralentir le rythme des constructions en Cisjordanie ? Après avoir embouché les trompettes messianiques, des rangs de la droite israélienne ont commencé à sourdre les premières inquiétudes. Le rédempteur tant attendu qui allait changer la donne serait-il un imposteur, un faux Messie ? Ses intentions demeurent opaques, le mystère reste entier, la confusion règne.

Incapable de convaincre les électeurs de suivre son programme de paix depuis près de deux décennies, la gauche israélienne ne sait plus à quel saint se vouer. Ce fut un temps Obama après les discours du Caire, puis John Kerry, le secrétaire d'État, jusqu'à ce que

l'un et l'autre jettent l'éponge. Depuis quelques semaines, la tentation messianique semble être passée à gauche. Trump serait-il une colombe déguisée en faucon ? Va-t-il jeter son masque et révéler sa vraie nature, celle d'un homme d'affaires qui s'y connaît en business et concocte le deal du siècle : paix contre territoires ? Comme Lincoln a proclamé la fin de l'esclavage, c'est à un leader républicain que va échoir l'honneur de proclamer la fin de l'occupation ; bref, la rédemption est à nos portes.

Raymond Aron, pourfendeur du messianisme en politique, aurait été frappé de stupeur s'il voyait que l'opium absorbé en quantité excessive par les intellectuels autrefois est aujourd'hui la denrée que présentent, à tour de rôle, les élites politiques d'Israël, de droite et de gauche. À privilégier ainsi les gestes qui émeuvent, les mots qui font mouche, on finit par se griser et par oublier le temps long de la politique : même si le conflit a perdu de sa centralité dans la région, l'abcès demeure. Pour que les négociations reprennent et finissent par aboutir, il faut ou bien un climat international qui s'y prête – et ce n'est pas le cas – ou bien une pression de l'intérieur venue des deux peuples – et elle est insignifiante de part et d'autre.

Tant que la tension reste au niveau d'un conflit asymétrique de faible intensité, tant que l'Autorité palestinienne parvient à faire régner l'ordre public, que terrorisme et contre-terrorisme entraînent des pertes dans des proportions admissibles, Israéliens et Américains, et dans une moindre mesure Palestiniens et Européens trouvent leur intérêt dans le statu quo actuel.

La rédemption ne viendra pas des politiques. Pour pallier leurs gesticulations, il reste des initiatives en Israël et en Palestine qui émanent de la société civile. Médecins, juristes, psychologues, chefs d'entreprise,

universitaires, directeurs d'école et instituteurs y prennent part. Leur but : combattre l'ignorance et la peur réciproques par le dialogue. Ce sont des justes qui, armés de patience, travaillent en silence, loin des flashes et des sunlights. L'espoir n'y est pas différé, ils le bâtissent en temps réel.

Nous n'avons guère aujourd'hui en Palestine et en Israël de leader de la trempe de Sadate et de Begin. Certes, le défi israélo-palestinien est autrement plus difficile à relever que le contentieux israélo-égyptien d' alors : le territoire à négocier est exigü et les mémoires historiques douloureuses. Pour parvenir à la paix, ce n'est pas vers le président des États-Unis, l'ONU ou l'Union européenne qu'il convient de se tourner, mais vers les Israéliens et les Palestiniens prêts à se défaire de leur messianisme respectif qui lui murmure que le temps travaille pour eux, que la fin approche et que le Messie est au coin de la rue. En ces temps plutôt sombres, il faut contre les vents mauvais du radicalisme et les marées basses du statu quo déployer l'espoir des désespérés, garder un œil attentif sur les initiatives diplomatiques tout en persistant à préparer sur le terrain l'intérieur venue des deux peuples – et celui de la réconciliation, de la justice et de la reconnaissance réciproque. Le deus ex machina indispensable à l'annihilation des tragédies ne s'appelle pas Donald Trump. Des hommes et des femmes en Israël et en Palestine ne résument pas leur condition humaine à un soutien inconditionnel de leur camp, mais s'en tiennent plutôt à leur éthique de responsabilité en attendant que les politiques revendiquent la leur. Serein.

* Maître de conférences en sciences politiques à l'Open University de Tel-Aviv. A notamment publié « Israël et ses paradoxes. Idées reçues sur un pays qui attise les passions » (Le Cavalier Bleu, 2015).



DENIS CHARBIT

L'espoir de paix entre Israël et la Palestine tient aux efforts des hommes de bonne volonté de leurs sociétés civiles, non à l'action diplomatique d'une grande puissance extérieure au Proche-Orient, argument l'universitaire*.